

**Département de la Haute-Garonne**

**ENVIE2E MIDI-PYRENEES – commune de Portet-sur-Garonne**

**Demande en autorisation d’exploiter une installation classée pour la protection de  
l’environnement (ICPE)**

**Projet d’augmentation de capacité de traitement de déchets d’équipements électriques et  
électroniques**

**ENQUETE PUBLIQUE**  
Du 28 novembre au 28 décembre 2016

**RAPPORT & CONCLUSIONS MOTIVEES**

# **ENQUETE PUBLIQUE**

## ***RAPPORT & CONCLUSIONS MOTIVEES***

### **RAPPORT D'ENQUETE**

#### **PREAMBULE**

- 1 OBJET DE L'ENQUETE
- 2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE
- 3 ORGANISATION DE L'ENQUETE
  - 3.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
  - 3.2 OUVERTURE DE L'ENQUETE
  - 3.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE
  - 3.4 PUBLICITE DE L'ENQUETE
  - 3.5 TRANSMISSION DU DOSSIER D'ENQUETE
  - 3.6 ENTRETIEN AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET VISITE DU LIEU D'ENQUETE
  - 3.7 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE
  - 3.8 PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
- 4 CONTENU ET ANALYSE DU DOSSIER D'ENQUETE
  - 4.1 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE
  - 4.2 ANALYSE DU DOSSIER D'ENQUETE
- 5 ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC
- 6 AVIS DES COMMUNES CONCERNEES
- 7 OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

### **CONCLUSIONS MOTIVEES**

- 1 RESUME DE L'ENQUETE PUBLIQUE
- 2 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

#### **ANNEXES**

## **PREAMBULE**

Le code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prévoit que les installations industrielles d'une certaine importance doivent faire l'objet d'une autorisation préalable à leur mise en service. Cette autorisation prend la forme d'un arrêté préfectoral fixant les dispositions que l'exploitant devra prendre pour assurer la protection de l'environnement.

C'est le demandeur qui constitue sous sa responsabilité cette demande d'autorisation. Il lui appartient de démontrer la conformité de son projet avec la réglementation en vigueur.

L'autorisation est délivrée par le Préfet après instruction par ses services, enquête publique et passage devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

## **1 OBJET DE L'ENQUETE**

L'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur remet un rapport et des conclusions motivées qui sont rendus publics.

La société ENVIE 2E Midi-Pyrénées a saisi l'autorité environnementale par un courrier en date du 12 août 2016 sollicitant une autorisation d'exploiter au titre des installations classées.

Le site est actuellement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 mai 2013.

Le présent dossier est déposé dans le cadre d'une régularisation de la situation administrative. Il vise à entériner entre autre l'augmentation de la capacité de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) du site et la mise en place d'une nouvelle activité de traitement des écrans plats.

Les évolutions du site portent sur les points suivants :

- Augmentation des volumes maximaux de stockage et quantités traitées de DEEE.
- Mise en place d'une nouvelle activité de traitement des écrans plats réalisée dans le même bâtiment que le traitement des écrans à tubes cathodiques.
- Déclaration d'EASO comme sous-traitant d'ENVIE2E Midi-Pyrénées pour l'installation du PAM (broyeur et chaîne de tri).
- Modification des horaires de travail : travail en 2x8 sur une plage horaire allant de 6h à 21h et travail en 3x8 durant la période estivale.

## **2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE**

- Titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux ICPE.
- Code du travail

### **3 ORGANISATION DE L'ENQUETE**

#### **3.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A la demande de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne, le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Monsieur Patrick TARDIEU le 12 septembre 2016 pour mener la présente enquête publique (Décision N° E16000185/31 voir en annexe 1)

#### **3.2 OUVERTURE DE L'ENQUETE**

Monsieur le Préfet de Haute-Garonne a ordonné l'ouverture de la présente enquête publique par arrêté en date du 07 Novembre 2016 (voir en annexe 2)

#### **3.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 28 novembre 2016 au mercredi 28 décembre 2016, soit pendant 31 jours. Durant cette période, le dossier d'enquête a été tenu à la disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture dans les mairies de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane.

Le Commissaire enquêteur a assuré 4 permanences à la mairie de Portet sur Garonne, pendant lesquelles il s'est tenu à la disposition du public. Un registre d'enquête, préalablement paraphé par le Commissaire enquêteur, permettaient à chacun de consigner ses observations.

Le 28 novembre, à l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur a clos et signé le registre d'enquête.

#### **3.4 PUBLICITE DE L'ENQUETE**

L'avis d'enquête est paru une première fois dans La Voix du Midi de la semaine du jeudi 10 novembre au mercredi 16 novembre 2016, ainsi que dans la Dépêche du Midi du novembre 2016 (annexe 3).

Il a été procédé une seconde parution de l'avis d'enquête dans La Voix du Midi de la semaine du jeudi 1<sup>er</sup> décembre au mercredi 7 décembre 2016, ainsi que dans la Dépêche du Midi du 29 novembre 2016 (annexe 4).

L'avis d'enquête a été affiché sur le site de l'entreprise ENVIE2E, ainsi que :

- A l'accueil de la mairie de Toulouse, dans toutes les mairies de quartier de la ville, de même que sur le site internet de la mairie et sur différents points d'affichage (annexe 7 et 8),
- En 6 points d'affichage sur le territoire de la commune de Villeneuve Tolosane (annexe 9),
- Sur le territoire de la commune de Cugnaux (annexe 10),
- Sur le territoire de la commune de Lacroix-Falgarde (annexe 11),
- En 12 points d'affichage sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne (annexe 12 et 13),
- Dans les mairies de Pinsaguel, Roques et Roquettes.

### **3.5 TRANSMISSION DU DOSSIER D'ENQUETE**

Le dossier d'enquête a été envoyé au Commissaire enquêteur par courrier de la Direction Départementale des Territoires le 11 octobre 2016, par les soins de Madame Françoise QUINIOU-REICHARD du service eau, environnement et forêt, unité procédures environnementales.

### **3.6 ENTRETIEN AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET VISITE DU LIEU D'ENQUETE**

Le Commissaire enquêteur a été reçu le vendredi 18 novembre 2016 dans l'après-midi, par monsieur Franck Zeitoun, directeur de la société ENVIE2E Midi-Pyrénées, sur son site de Portet-sur-Garonne, objet de l'enquête.

L'entreprise est située sur le site de la zone industrielle du Bois Vert à Portet-sur-Garonne depuis 2009.

Monsieur Zeitoun ainsi que madame Hélène Périsse, responsable qualité sécurité environnement, m'ont présenté le contexte du dossier. Ils m'ont ensuite convié à une visite de l'intégralité des locaux au cours de laquelle m'a été présentée l'activité de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Lors de cette visite, monsieur Zeitoun et madame Périsse m'ont informé de l'historique de l'évolution de la société ENVIE2E, de ses process, de son mode de fonctionnement et de sa philosophie d'entreprise d'insertion. Ils ont par ailleurs répondu à l'intégralité de mes questions.

Par ailleurs, un entretien avec le conseiller en insertion professionnelle, monsieur Kevin Perrin, m'a permis de prendre la pleine mesure de la dimension sociale de l'entreprise ENVIE2E, visant à aider les personnes éloignées de l'emploi par l'activité professionnelle.

### **3.7 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE**

Le dossier d'enquête a été tenu à disposition du public de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane.

Ce dossier était consultable aux heures habituelles d'ouverture des mairies.

Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers ont été mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

### **3.8 PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le Commissaire enquêteur a reçu le public en mairie de Portet-sur-Garonne :

- Lundi 28 novembre 2016 de 9h00 à 12h00,
- vendredi 2 décembre 2016 de 9h00 à 12h00,
- vendredi 16 décembre 2016 de 9h00 à 12h00,
- mercredi 28 décembre 2016 de 14h00 à 17h00,

Le commissaire a reçu 0 visite durant ces permanences. Il n'y a pas eu d'incident durant la présente enquête publique.

## **4 CONTENU ET ANALYSE DU DOSSIER D'ENQUETE**

### **4.1 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE**

Le dossier d'enquête est composé :

- De l'arrêté de mise à l'enquête publique
- Du dossier de demande d'autorisation d'exploiter lui-même composé :
  - o D'un glossaire
  - o D'un résumé non technique
  - o De la présentation des installations
  - o D'un tableau des ICPE
  - o De l'étude d'impact
  - o De l'étude des dangers
  - o De la notice hygiène et sécurité
  - o Des annexes et des plans

### **4.2 ANALYSE DU DOSSIER D'ENQUETE**

Le dossier d'enquête est complet.

Le résumé non technique présente de manière claire et détaillée l'entreprise, sa localisation, son organisation et son activité.

Les études d'impact et de dangers sont exhaustives et retracent précisément les différents enjeux et risques ainsi que les mesures compensatoires proposées. Il est à noter que les eaux usées sont collectées et traitées par la STEP de la ZI du Bois Vert (annexe 14). Cette STEP a vocation à être substituée par une nouvelle STEP en projet qui devrait être située sur la commune de Portet-sur-Garonne en limite de celle de Lacroix-Falgarde.

Les autres documents fournis n'appellent aucun commentaire particulier.

## **5 ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC**

A l'issue de l'enquête publique le commissaire enquêteur a recensé :

- 0 visite lors des permanences.
- 0 observation écrite consignée dans le registre d'enquête.

Il a malgré tout été rédigé un procès-verbal de synthèse en date du 29 décembre 2016 (annexe 15), remis au maître d'ouvrage le 3 janvier 2016.

Ce procès-verbal de synthèse faisait état d'une absence totale d'intérêt du public pour l'enquête en cours.

La visite des lieux complète et détaillée ainsi que la qualité du dossier présenté n'ont par ailleurs appelé aucune observation de ma part ni de précisions complémentaires à formuler.

## 6 AVIS DES COMMUNES CONCERNEES

Les communes visées par l'enquête publique sont celles comprises dans un périmètre de 3 kilomètres autour du site et concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

Commune de Portet-sur-Garonne : avis favorable (annexe 16)

Commune de Roques-sur-Garonne : avis favorable (annexe 17)

Commune de Villeneuve-Tolosane : avis favorable (annexe 18)

Commune de Roquettes : avis favorable (annexe 19)

Les communes de Toulouse, Lacroix-Falgarde, Cugnaux et Pinsaguel n'ont pas délibéré.

## 7 OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

L'entreprise ENVIE2E est implantée depuis déjà quelques années à Portet-sur-Garonne dans la zone industrielle du Bois Vert.

Elle se situe dans un environnement exclusivement industriel, à proximité immédiate d'entreprises de transports international, production distribution et vente de gaz industriel, ou encore l'autoroute A64 dite « La Pyrénéenne ».



Cette proximité favorise l'intégration de l'activité de collecte et de traitement de DEEE de l'entreprise dans son environnement immédiat.

C'est également l'intégration dans ce milieu qui fait que l'enquête publique, malgré l'affichage conséquent qui en a été fait, est passée inaperçue du public.

Je n'ai, vu le contexte et le dossier présenté, aucune observation particulière à formuler.



DECISION DU  
12/09/2016

Annexe 1

REPUBLIQUE FRANCAISE  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

N° E16000185 /31

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

**Décision désignation et provision**

VU enregistrée le 07/09/16, la lettre par laquelle M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*la demande, présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES, d'autorisation d'exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques au titre d'une extension de ses activités 19/21 avenue du Bois Vert sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne ;*

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté de délégation du 1er septembre 2016 du président du tribunal administratif de Toulouse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Patrick TARDIEU est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Hervé TEYCHENE est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : M. le directeur de la Société ENVIE 2E MIDI-PYRÉNÉES versera dans le délai de 15 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 800 euros.

**ARTICLE 4** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 5** : La présente décision sera notifiée à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, à Monsieur Patrick TARDIEU, à Monsieur Hervé TEYCHENE, à M. le directeur de la Société ENVIE 2E MIDI-PYRÉNÉES et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Toulouse, le 12/09/2016

Le magistrat délégué

Simon RIOU



Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recourée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt  
Unité procédures environnementales

### **Arrêté portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société ENVIE 2E MIDI PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations classées à Portet-sur-Garonne, ZI du Bois Vert**

N° 1 3 4

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants;

Vu la demande en date du 8 février 2016 présentée par la société ENVIE 2E MIDI PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert;

Vu le dossier déposé à cet effet comprenant, notamment, une étude d'impact ;

Vu le rapport de recevabilité du 12 août 2016 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie;

Vu la décision du 12 septembre 2016 par laquelle le président du tribunal administratif de Toulouse a désigné Monsieur Patrick TARDIEU en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Hervé TEYCHENE en qualité de commissaire enquêteur suppléant;

Vu l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, rendu le 29 septembre 2016 ;

Considérant qu'il résulte du code de l'environnement que le projet ci-dessus mentionné doit faire l'objet d'une enquête publique ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** – Une enquête publique sera ouverte dans la commune de Portet sur Garonne pour connaître et constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'installation susvisée.

Dans la huitaine qui suivra l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur convoquera le requérant et lui communiquera, sur place, les observations écrites ou orales consignées dans son procès-verbal en l'invitant à produire, dans un délai maximum de 15 jours, ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur adressera au directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le registre et pièces éventuelles annexées ainsi que, d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies et d'autre part, ses conclusions motivées qui devront figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête dans les mairies de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne, et sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne.

**Art. 6** – A l'issue de l'enquête, le préfet statuera sur la demande par arrêté d'autorisation d'exploiter ou de refus, au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

**Art. 7** – Le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, les maires des communes Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **-7 NOV. 2016**

Pour le préfet et par délégation,  
La chef de service,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Tauber', with a stylized flourish at the end.

Mélanie TAUBER

## ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE VIEILLE-TOULOUSE

## SUR LE PROJET D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Par arrêté du 4 novembre 2016, Madame la Maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du PLU et le zonage d'assainissement de la commune de VIEILLE-TOULOUSE.

Elle se déroulera du **Mercredi 30 Novembre 2016 à 8h30 au Vendredi 6 Janvier 2017 à 16h30**, soit pendant 38 jours consécutifs.

Ont été désignés comme membres de la commission d'enquête par le Président du Tribunal administratif de TOULOUSE :

- Membre titulaire : Madame Myriam DE BALORRE, exerçant la profession d'exploitante agricole
- Membre suppléant : Madame Noëlle PAGES, directrice d'école à la retraite

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, à la Mairie de VIEILLE-TOULOUSE, aux dates suivantes :

- Le **Mercredi 30 Novembre 2016 de 8h30 à 11h30**
- Le **Lundi 12 Décembre 2016 de 16h à 19h**
- Le **Vendredi 6 Janvier 2017 de 13h30 à 16h30**

Les pièces des dossiers seront tenues à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, en Mairie de VIEILLE-TOULOUSE : 12 rue du Village - 31320 VIEILLE-TOULOUSE

Les dossiers d'enquête seront également consultables sur le site de la Mairie de VIEILLE-TOULOUSE : [www.vieille-toulouse.fr](http://www.vieille-toulouse.fr)

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public, qui pourra y consigner ses observations et remarques, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours d'ouverture de la Mairie de VIEILLE-TOULOUSE :

- Le **Lundi de 14h à 19h**
- Du **Mardi au Vendredi de 8h30 à 11h30**

Toute remarque ou observation pourra également être adressée avec la mention « enquête publique PLU » ou « enquête publique Zonage d'Assainissement », et devra parvenir, pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur :

- Par écrit et sous enveloppe fermée : Mairie de VIEILLE-TOULOUSE, à l'attention du commissaire enquêteur - 12 rue du Village - 31320 VIEILLE-TOULOUSE

- Par voie électronique : [plu.enquete publique@vieille-toulouse.fr](mailto:plu.enquete publique@vieille-toulouse.fr), à l'attention du commissaire enquêteur

Les remarques et observations reçues sous ces deux formes seront adjointes au registre d'enquête dédié.

Toute information relative au projet de PLU ou/et de Zonage d'Assainissement peut être obtenu auprès de la Mairie.

Au terme de l'enquête publique :

- Il appartiendra au conseil municipal de la mairie de VIEILLE-TOULOUSE d'approuver le PLU
- Le rapport de la commission d'enquête sera tenu à la disposition du public, pendant 1 an, à la Mairie de VIEILLE-TOULOUSE.

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE  
DDT HAUTE-GARONNE

Par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois à dater du **28 novembre 2016 au 28 décembre 2016** inclus, a été ordonnée sur la demande présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé à la mairie de Portet sur Garonne ainsi qu'aux mairies de Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers seront mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Monsieur Patrick YARDIEU, cadre de l'administration territoriale, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de Portet sur Garonne afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- le **lundi 28 novembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **vendredi 2 décembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **vendredi 16 décembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **mercredi 28 décembre 2016 de 14 h à 17 h**.

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés à la mairie de Portet sur Garonne pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de Portet sur Garonne (31200), 1 rue de l'Hôtel de ville.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter par arrêté d'autorisation ou de refus au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction

la sous-préfecture de MURET, en mairies de BOUSSENS et ROQUEFORT-SUR-GARONNE, au siège des communautés de communes de Salies du Salat et du Canton de Cazères, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Le dossier est également consultable sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie :

[www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/pprt-basf-health-and-care-products-france-sas-ex-a16957.html](http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/pprt-basf-health-and-care-products-france-sas-ex-a16957.html)

Signé : pour le préfet et par délégation, le secrétaire général, Stéphane DAGUIN.

## AVIS DE MARCHÉS

MAPA &gt; 90 0000

MAIRIE DE CARDEILHAC

## AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

## TRAVAUX

**Organisme : nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** MAIRIE DE CARDEILHAC, M. le Maire, Le Village, 31350 CARDEILHAC, Tél : 05 61 89 23 37

**L'avis implique un marché public**

**Objet :** Projet de réfection de la couverture de l'Eglise et divers travaux de gros-oeuvre

**Procédure :** Procédure adaptée

**Forme du marché :** Prestation divisée en lots : oui

- Lot N° 1 - VRD - Jointement partiel - Reprise voûte intérieure
- Lot N° 2 - Renforcement structurel
- Lot N° 3 - Charpente - Couverture
- Lot N° 4 - Zinguerie

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération  
50% Valeur technique  
50% Prix des prestations

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :** Reprographie CHAIGNON - 23 Avenue de l'Isle - 31800 SAINT-CAUDENS - Tél. : 05 61 89 08 93, le dossier sera remis aux entreprises contre un chèque de caution de 50 euros(s)

**Remise des offres :** 07 décembre 2016 à 11h30 au plus tard.

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets demandes de participation doivent être envoyés :** Par pli recommandé avec accusé de réception ou être déposées contre remise d'un reçu, à l'adresse : MAIRIE DE CARDEILHAC - Le Village 31350 CARDEILHAC - Appel d'Offres pour la réfection de la couverture de l'Eglise et divers travaux de gros-oeuvre

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** français.

**Unité monétaire utilisée, l'euro.**

**Validité des offres :** 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

**Renseignements complémentaires**

**Maitre d'oeuvre :** la maîtrise d'oeuvre est assurée par Monsieur Yves-Pierre BARRAU Architecte D.P.L.G., 12 place Lafayette 31210 MONTREJEAU, Tél : 05.61.95.66.12, E-mail : [yves-pierre.barrau@wanadoo.fr](mailto:yves-pierre.barrau@wanadoo.fr)

**Envoi à la publication le :** 07 novembre 2016

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.ladepeche-marchespublics.fr>

Orga  
PROD  
M. Jac  
Grena  
Objet  
potabi  
Natur  
Procéd  
Classé  
Princip  
Compl  
713100  
Attribu  
Nomb  
DUMO  
Euros  
Le titu  
Sous-t  
Envol  
Retrou

Ident  
boule  
Objet  
TOUL  
Mode  
Titul  
LOT  
TOUL

Départem  
Annonce  
Nom et ad  
Correspon  
05-62-13  
Internet :  
Objet du  
CPV - Obj  
Type de pr  
Informatio  
Dans la ru  
supplément  
Dans la rub  
lire : « 12 dé

**Kenac** Tirages du MARDI 8 NOVEMBRE 2016

2	3	4	10	13	14	16	20	31	32
35	39	41	46	49	54	55	58	61	65

**Kenac** Tirages du MARDI 8 NOVEMBRE 2016

3	5	7	12	32	39	45	47	48	51
52	53	56	58	59	60	62	67	68	69

**Kenac** Tirages du MARDI 8 NOVEMBRE 2016

4	6	10	12	13	15	21	22	25	27
30	31	39	47	49	51	55	62	67	

**Kenac** Tirages du MARDI 8 NOVEMBRE 2016

4	6	10	12	13	15	21	22	25	27
30	31	39	47	49	51	55	62	67	

224718



## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires  
Service eau environnement et forêt  
Unité procédures environnementales

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois à dater du 28 novembre 2016 au 28 décembre 2016 inclus, a été ordonnée sur la demande présentée par la société ENVE 2E MID-PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat, compétente en matière d'environnement est déposé à la mairie de Portet sur Garonne ainsi qu'aux mairies de Cugnaux, Pignasse, Lacroix-Falgaud, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers seront mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Monsieur Patrick JARPIEU, cadre de l'administration territoriale, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de Portet sur Garonne afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- le lundi 28 novembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le vendredi 2 décembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le vendredi 16 décembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le mercredi 28 décembre 2016 de 14 h à 17 h.

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés à la mairie de Portet sur Garonne pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de Portet sur Garonne (31120), 1 rue de l'Hôtel de ville.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pignasse, Lacroix-Falgaud, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter par arrêté d'autorisation ou de refus au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

224724

## COMMUNE DE LABEGE

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PROJET DE REVISION DU PLAN D'OCCUPATION  
DES SOLS (POS) ET SA TRANSFORMATION EN  
PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Suivie à l'arrêté n° URFB/07/2016 de M. le Maire de la Commune de Labège, en date du 7 novembre 2016, il sera procédé à l'enquête publique sur le projet de révision de son POS et sa transformation en PLU.

Le projet d'arrêté :

224725



## COMMUNE DE VIELLE-TOULOUSE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
SUR LE PROJET D'ELABORATION DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME (PLU) ET LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Par arrêté du 4 novembre 2016, Madame le Maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du PLU et le zonage d'assainissement de la commune de VIELLE-TOULOUSE.

Elle se déroulera du Mercredi 30 Novembre 2016 à 8h30 au Vendredi 6 Janvier 2017 à 16h30, soit pendant 38 jours consécutifs.

Ont été désignés comme membres de la commission d'enquête par le Président du Tribunal administratif de TOULOUSE :

- Membre titulaire : Madame Myriam DE BALDRE, exerçant la profession d'exploitante agricole

- Membre suppléant : Madame Noëlle PAGES, directrice d'école à la retraite

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, à la Mairie de VIELLE-TOULOUSE, aux dates suivantes :

- Le Mercredi 30 Novembre 2016 de 8h30 à 11h30
- Le Lundi 12 Décembre 2016 de 16h à 19h
- Le Vendredi 6 Janvier 2017 de 13h30 à 16h30

Les pièces des dossiers seront tenues à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, en Mairie de VIELLE-TOULOUSE : 12 rue du Village 31320 VIELLE-TOULOUSE.

Les dossiers d'enquête seront également consultables sur le site de la Mairie de VIELLE-TOULOUSE : [www.vielle-toulouse.fr](http://www.vielle-toulouse.fr)

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public, qui pourra y consigner ses observations et remarques, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours d'ouverture de la Mairie de VIELLE-TOULOUSE :

- Le Lundi de 14h à 19h
- Du Lundi au Vendredi de 8h30 à 11h30

Toute remarque ou observation pourra également être adressée avec la mention «enquête publique PLU» ou «enquête publique Zonage d'Assainissement», et devra parvenir, pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur :

- Par écrit et sous enveloppe fermée : Mairie de VIELLE-TOULOUSE, à l'attention du commissaire enquêteur - 12 rue du Village 31320 VIELLE-TOULOUSE

- Par voie électronique : [planurbanisme@vielle-toulouse.fr](mailto:planurbanisme@vielle-toulouse.fr), à l'attention du commissaire enquêteur

Les remarques et observations reçues sous ces deux formes seront adjointes au registre d'enquête déposé.

Toute information relative au projet de PLU ou/et le Zonage d'Assainissement peut être obtenue auprès de la Mairie.

Au terme de l'enquête publique :  
Il appartiendra au conseil municipal de la mairie de VIELLE-TOULOUSE d'approuver le PLU.

Le rapport de la commission d'enquête sera tenu à la disposition du public, pendant 1 an, à la Mairie de VIELLE-TOULOUSE.

224726



## COMMUNE DE DONNEVILLE

Enquête publique relative au projet de révision du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU)

Par arrêté du 2 novembre 2016, le Maire de Donnevillle a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

224839



## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau de l'aménagement commercial et de l'utilité publiqueEXTRAIT D'UN AVIS DE LA  
COMMISSION NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL

Réunie le 15 novembre 2016, la commission départementale d'aménagement commercial de la Haute-Garonne a donné un avis favorable à la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale présentée par la SNC LIDL, domiciliée 35 rue Charles Peguy, 67039 Strasbourg, pour la création d'un supermarché à l'enseigne «LIDL» de 1 420,72 m<sup>2</sup> de surface de vente à Toulouse, avenue de Landornie.

Pour le préfet et par délégation, le sous-préfet de Muret  
signé, François BEYRIES

Cet avis peut faire l'objet d'un recours préalable devant la commission nationale d'aménagement commercial (Direction Générale des Entreprises - Télécopie 121 - 61 boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS Cedex 13) dans un délai d'un mois dans les conditions fixées à l'article R.752-30 et suivants du Code de commerce. A peine d'irrecevabilité dans les cinq jours suivant sa présentation à la commission nationale, le requérant, s'il est distinct du demandeur de l'autorisation d'exploitation commerciale, peut introduire un recours à ce dernier soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par tout moyen sécurisé.

225018



Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Toulouse Métropole

Correspondant : M. Le Président Jean-Luc Moudenc, 1 place de la Région d'honneur, 31505 Toulouse cedex 5, courriel : [marcrespublics@toulouse-metropole.fr](mailto:marcrespublics@toulouse-metropole.fr), adresse internet du profil acheteur : <https://www.achatspublic.com/schd/en/achats/index.asp>

Le pouvoir adjudicateur n'a pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs Principales(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

• Services généraux des administrations publiques

Objet du marché : TRAVAUX DE MODIFICATION DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE DU CENTRE DE TRI DE DECHETS MENAGERS GINESTOUS - 16M104PA

Ce marché est conforme au dispositif d'expérimentation MFS (Marché Public Simplifié), et permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET. Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature n'est exigée (la signature sera dans ce cas demandée à posteriori à la seule entreprise retenue). Voir les détails dans le dossier de consultation des entreprises disponible immédiatement et gratuitement à l'adresse électronique suivante : [www.marchespublics.toulouse-metropole.fr](http://www.marchespublics.toulouse-metropole.fr) (Préférence acheteur public : 16M104PA)

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Nomenclature Commune des Marchés) :

• Objet principal : 45311200

• Objets complémentaires : 45233292

Lieu d'exécution et de livraison : 4 Impasse Marie Laurencin ZA de Ginestous, 31200 Toulouse

Code NUTS : FR623

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

Type de procédure : Procédure adaptée

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction



# **Annexe 4**

## **VIE DES SOCIÉTÉS**

### **Modification**

### **MODIFICATION**

**SERIE MAS PROMOTION**  
 SAS au capital de 282.280 euros  
 4 Place Saint Etienne 31000 TOULOUSE  
 529 127 003 RCS TOULOUSE

Lors des décisions des Associés du 26 octobre 2016, il a été constaté la démission du Cabinet SIGNATURES de ses fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire et de Monsieur Gilles BERNAT de ses fonctions de Commissaire aux Comptes suppléant, et ce à compter du 25 octobre 2016.

### **Dissolution**

### **Dissolution**

**SCCV SAINT ORENS LE CLOS**  
 SCCV au capital de 1 000 €  
 46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE  
 575 347 953 RCS TOULOUSE

Suite aux décisions de l'associé unique en date du 22/11/2016, l'associé unique la société COGEDIM MIDI-PYRENEES, SNC au capital de 19000 €, dont le siège social est à 46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 447 553 207, a décidé la dissolution sans liquidation de la société, dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, avec effet fiscal rétroactif au 1er janvier 2016. Les créanciers pourront former oppositions devant le Tribunal de Commerce de TOULOUSE, dans les trente jours de la présente publication. Mention au RCS de TOULOUSE.

## **DISSOLUTION**

**SCCV TOULOUSE BUSCA**  
 SCCV au capital de 1 000 €  
 46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE  
 575 372 071 RCS TOULOUSE

Suite aux décisions de l'associé unique en date du 22/11/2016, l'associé unique la société COGEDIM MIDI-PYRENEES, SNC au capital de 19000 €, dont le siège social est à 46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 447 553 207, a décidé la dissolution sans liquidation de la société, dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, avec effet fiscal rétroactif au 1er janvier 2016. Les créanciers pourront former oppositions devant le Tribunal de Commerce de TOULOUSE, dans les trente jours de la présente publication. Mention au RCS de TOULOUSE.

## **Divers**

### **AVIS**

**JS PMEU SERVICE**  
 Société à responsabilité limitée  
 au capital de 80 040 euros  
 Siège social : Zone Artisanale 35500 PEGULHAN  
 RCS TOULOUSE 442 124 948

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 21 octobre 2016 a décidé :  
 - de transférer son siège social à compter de ce jour à l'adresse : lieu-dit Le Stade - Avenue des Epoux Saint Martin Latrielle 31560 SAINT MARTORY et de modifier l'article 5 des statuts en conséquence  
 - De ne pas remplacer Eddy STEPHAN démissionnaire de son mandat de co-gérant à compter de ce jour.  
 Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.  
 Pour avis, La Gérance

## **SUCCESSIONS**

## **SUCCESSION**

L'Administrateur Général des Finances Publiques

## **ENQUETE PUBLIQUE**

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Par arrêté préfectoral du 23 novembre 2016, une enquête publique d'une durée de 35 jours, du **lundi 19 décembre 2016 au jeudi 26 janvier 2017** inclus, a été ordonnée sur le projet d'installation de services d'utilité publique sur les terrains du site anciennement exploité par la société CARNAUD METAL BOX à Toulouse, 252 route de Revel, ainsi que sur des parcelles situées en aval hydraulique immédiat de ces terrains, sur la commune de Toulouse.

La société CARNAUD METAL BOX sollicite la mise en place de servitudes de restriction d'usage des sols et du sous-sol sur le périmètre immédiat, de servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillances des eaux souterraines sur l'ensemble des périmètres, ainsi que des servitudes de restriction d'usage des eaux souterraines sur l'ensemble des périmètres.

Le projet d'arrêté mentionnant notamment la liste des parcelles concernées par les servitudes d'utilité publique et des périmètres est consultable au siège de l'enquête à la mairie de Toulouse - mairie de quartier Ormeau, 345 avenue Jean Rieux 31500 Toulouse, ainsi que sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique accompagné du projet d'arrêté est déposé à la mairie de Toulouse - mairie de quartier Ormeau à l'adresse mentionnée ci-dessus. Il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier de demande et le projet d'arrêté seront mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne précité.

Sébastien ALBINET a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Joseph FINOTTO a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Sébastien ALBINET recevra les personnes qui jugeront utiles de présenter les observations verbales. A cet effet, il assurera une permanence effective à la mairie de Toulouse - mairie de quartier Ormeau, 345 avenue Jean Rieux à Toulouse, les jours et heures suivants :

- le lundi 19 décembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le mardi 20 décembre 2016 de 14 h à 17 h,
- le jeudi 5 janvier 2017 de 14 h à 17 h,
- le mercredi 11 janvier 2017 de 9 h à 12 h,
- le vendredi 20 janvier 2017 de 9 h à 12 h,
- le jeudi 26 janvier 2017 de 14 h à 17 h.

Un registre à feuillet non mobiles sera mis à

## **AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

**DDT HAUTE-GARONNE**

Par arrêté préfectoral une enquête publique d'une durée d'un mois à dater du **28 novembre 2016 au 28 décembre 2016** inclus, a été ordonnée sur la demande présentée par la société ENVE 2E MIDI-PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé à la mairie de Portet sur Garonne ainsi qu'aux mairies de Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgade, Roquefort, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers seront mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Monsieur Patrick TARDIEU, cadre de l'administration territoriale, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de Portet sur Garonne afin de recevoir les personnes qui jugeront utiles de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- le lundi 28 novembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le vendredi 2 décembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le vendredi 16 décembre 2016 de 9 h à 12 h,
- le mercredi 28 décembre 2016 de 14 h à 17 h.

Un registre à feuillet non mobiles sera mis à la disposition des intéressés à la mairie de Portet sur Garonne pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de Portet sur Garonne, 1 rue de l'hôtel de ville.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgade, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane ainsi qu'à la direction départementale

## **AVIS AU PUBLIC**

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Par arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016, les prescriptions qui réglementent l'exploitation des installations qui relèvent du département de la Haute-Garonne situées à Toulouse, 1 boulevard de la Marquette, ont été actualisées dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, compte tenu des modifications de la nomenclature des installations classées et des prescriptions associées aux nouveaux arrêtés ministériels, ainsi que d'une dérogation accordée aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux de construction de la chaufferie en toiture.

Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Toulouse (Direction de la sécurité civile et des risques majeurs). Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

## **AVIS AU PUBLIC**

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Par arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016, la situation administrative des installations exploitées par la société PEINTURES RECA SAS situées à Auterive (31360), 94 route de Toulouse, a été actualisée dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une copie de cet arrêté est déposée en mairie d'Auterive ainsi qu'en mairie de Miremont. Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies précitées, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

## **AVIS AU PUBLIC**

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Par arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016 concernant les installations exploitées par la société AIRBUS SAS sur le site Campus 2 à Blagnac (31700), rue Gabriel Clerc, dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008 relatif à la société AIRBUS SAS et l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2010 relatif à la société AIRBUS OPERATIONS SAS sont abrogés.

Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Blagnac ainsi que dans les mairies de Colomiers et de Toulouse (Direction de la sécurité civile et des risques majeurs). Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies précitées, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

**24%**

**des lecteurs**

**ont moins**

**de 35 ans**

**1 legales-online.fr**

le site des annonces légales de la vie juridique des entreprises

**Publiez vos annonces légales**

**« Vie des sociétés » en 1 clic**

Accédez gratuitement au legs de l'Association de l'Annuaire à la Vie des Sociétés

## DISSOLUTION

**SCCV TOULOUSE CARRE SAINT-MICHEL**  
SCCV au capital de 1.000 €  
46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE  
507 982 763 RCS TOULOUSE

Suite aux décisions de l'associé unique en date du 22/11/2016, l'associé unique la société **COEDIMA MIDI-PYRENEES, SNC** au capital de 15000 €, dont le siège social est à 46 boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 447 552 071, a décidé la dissolution sans liquidation de la société, dans les conditions de l'article 1844-5° alinéa 3 du Code civil, avec effet fiscal rétroactif au 1er janvier 2016. Les créanciers pourront former oppositions devant le Tribunal de Commerce de TOULOUSE, dans les trente jours de la présente publication. Mention au RCS de TOULOUSE.

## DISSOLUTION

**PRICENWATERHOUSECOOPERS DATA ANALYTICS ADVISORY**  
SAS au capital de 73,57 €  
1, place Océane - Immeuble le Sully  
31000 TOULOUSE  
753 266 584 RCS TOULOUSE

Aux termes de la déclaration de dissolution sans liquidation, établie par l'associé unique en date du 24/11/2016 à savoir, la société **PRICENWATERHOUSECOOPERS ADVISORY, SAS** au capital de 434.665,60 € dont le siège social est à NEUILLY-SUR-SEINE (92200) - 63, rue de Villiers, immatriculée au RCS de Nanterre sous le N° 338 112 732, il a été décidé de dissoudre la société **PRICENWATERHOUSECOOPERS DATA ANALYTICS ADVISORY**. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5° alinéa 3 du Code Civil, les créanciers disposent d'un délai de trente jours à compter de la présente publication pour faire opposition à la dissolution auprès du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Passé ce délai, ou après règlement du sort des oppositions s'il y a lieu, le patrimoine de la société **PRICENWATERHOUSECOOPERS DATA ANALYTICS ADVISORY** sera transmis à la société **PRICENWATERHOUSECOOPERS ADVISORY** et la société **PRICENWATERHOUSECOOPERS DATA ANALYTICS ADVISORY** sera radiée du RCS de Toulouse. Pour Avis.

## SUCCESSION VACANTE

L'Administrateur Général des Finances Publiques de la DRFP, Domaine GPP, Cité Administrative Bât C 31074 Toulouse Cedex curateur de la succession de **Mme TEIJLER Marie** veuve **RONIN**, décédée le 26/08/2014 va déposer le compte de reddition au TGI de TOULOUSE Réf SV 4577

## SUCCESSIONS VACANTES

Par décision de St-Gaudens en date du 14/07/2016, l'Administrateur Général des Finances Publiques de la DRFP, Domaine GPP, Cité Administrative Bât C 31074 Toulouse Cedex, a été nommé curateur des successions de **M Julien DELHOM** décédé le 27/11/14 à St-Gaudens les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée AR à l'adresse ci-dessus.

## AVIS PUBLICS

### AVIS AU PUBLIC

#### PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Par arrêté préfectoral modificatif en date du 14 novembre 2016, les prescriptions qui régissent l'exploitation des installations de la société **CETINCE LANCER** situées à Tournefeuille (31770), 30 boulevard de l'Industrie, ZI de Pailin, ont été actualisées dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, compte tenu d'une modification des conditions d'exploitation de son atelier passivation.

Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Tournefeuille ainsi que dans les mairies de Colomiers et de Plaisance-du-Touch. Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies précitées, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

## AVIS AU PUBLIC

#### PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Par arrêté préfectoral modificatif en date du 14 novembre 2016, les prescriptions qui régissent l'exploitation des installations de la société **PRODGM** situées à Cornebanau (31000), 84 route de Seilh, lieu-dit « La Paquière », ont été actualisées dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, compte tenu des modifications intervenues sur le site et de la dépollution qui a eu lieu en ce qui concerne le trichloréthylène dans les sols et la nappe phréatique.

Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Cornebanau ainsi qu'en mairie d'Aussonne. Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies précitées, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

**Mise à jour des marchés publics en temps réel sur le site de :**  
**ADP (Aéroports de Paris)**

site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter par arrêté d'autorisation ou de refus au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

**Consultez tous les marchés publics sur le site de :**  
**ADP (Aéroports de Paris)**



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016

Jeudi 28 novembre 2016



## PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Toulouse, le

7 NOV. 2016

Service eau environnement et forêt  
Unité procédures environnementalesAVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois à dater du **28 novembre 2016 au 28 décembre 2016 inclus**, a été ordonnée sur la demande présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé à la mairie de Portet sur Garonne ainsi qu'aux mairies de Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers seront mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat à l'adresse suivante: <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Monsieur Patrick TARDIEU, cadre de l'administration territoriale, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de Portet sur Garonne afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- le **lundi 28 novembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **vendredi 2 décembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **vendredi 16 décembre 2016 de 9 h à 12 h**,
- le **mercredi 28 décembre 2016 de 14 h à 17 h**.

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés à la mairie de Portet sur Garonne pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de Portet sur Garonne (31120), 1 rue de l'Hôtel de ville.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter par arrêté d'autorisation ou de refus au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction



VILLE DE TOULOUSE

CERTIFICAT DE PUBLICATION ET D’AFFICHAGE

Je soussigné, le Maire de la Commune de TOULOUSE, certifie que la publicité prévue par l’arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, Préfet du Département de la Haute-Garonne, en date du 7 novembre 2016, ordonnant l’ouverture d’une enquête publique sur le projet présenté par la Société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES et tendant à obtenir, conformément à la législation sur les installations classées pour la protection de l’environnement, l’autorisation d’augmenter sa capacité de traitement des déchets sur son site situé Zone Industrielle du Bois Vert, à PORTET-SUR-GARONNE, a bien fait l’objet de l’affichage en Mairie ainsi que dans le périmètre prévu par l’arrêté susvisé, du 14 novembre au 28 décembre 2016 inclus.

Fait à Toulouse, le 13 JAN. 2017

P/ Le Maire,  
La Conseillère Déléguée,



Martine SUSSET



**MAIRIE DE  
TOULOUSE**  
www.toulouse.fr

Annexes 8

17 NOV. 2016

Toulouse, le

**Direction de la Sécurité Civile  
et des Risques Majeurs  
Service des Risques majeurs  
Site : Pénitents Blancs**

réf. : CB

Affaire suivie par : Nathalie LIBOUREL  
T. : 05 62 27 66 47  
[nathalie.libourel@mairie-toulouse.fr](mailto:nathalie.libourel@mairie-toulouse.fr)

Monsieur Patrick TARDIEU  
Commissaire Enquêteur  
21 avenue Jean Jaurès  
31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Veillez trouver ci-joint 2 plans de Ville indiquant la position (indicative) des points d'affichage sur TOULOUSE de l'avis d'enquête publique sur la demande présentée par la Société ENVIE 2E située Zone Industrielle du Bois Vert à PORTET SUR GARONNE.

L'affichage de l'avis concerne également l'ensemble des Mairies de quartier de TOULOUSE et l'accueil du Capitole, de même que le site Internet de la Mairie.

Vous en souhaitant une bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

P/ Le Maire,  
La Conseillère Déléguée,



Martine SUSSET



P J : vue aérienne avec le périmètre d'affichage et 2 plans de Ville

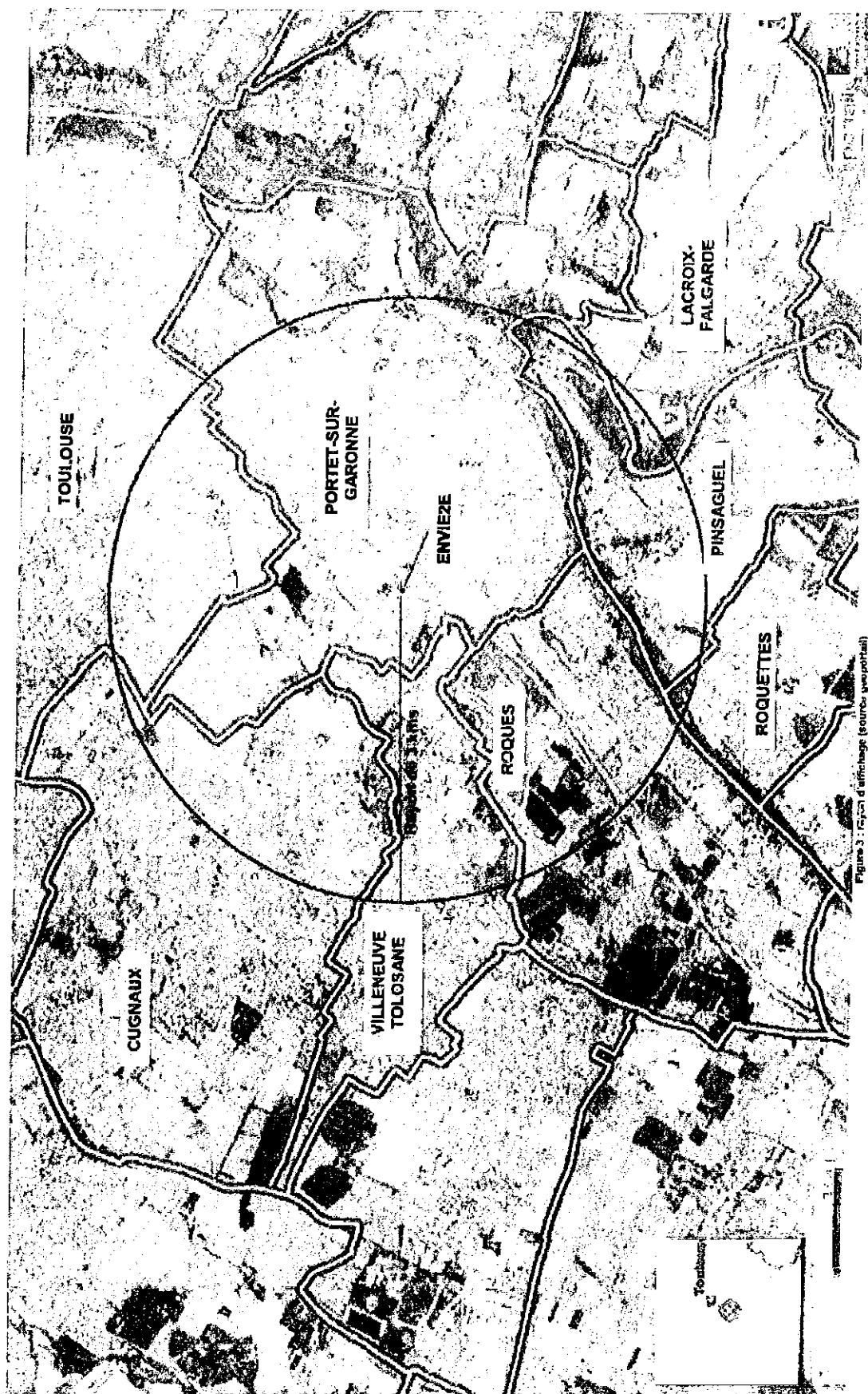
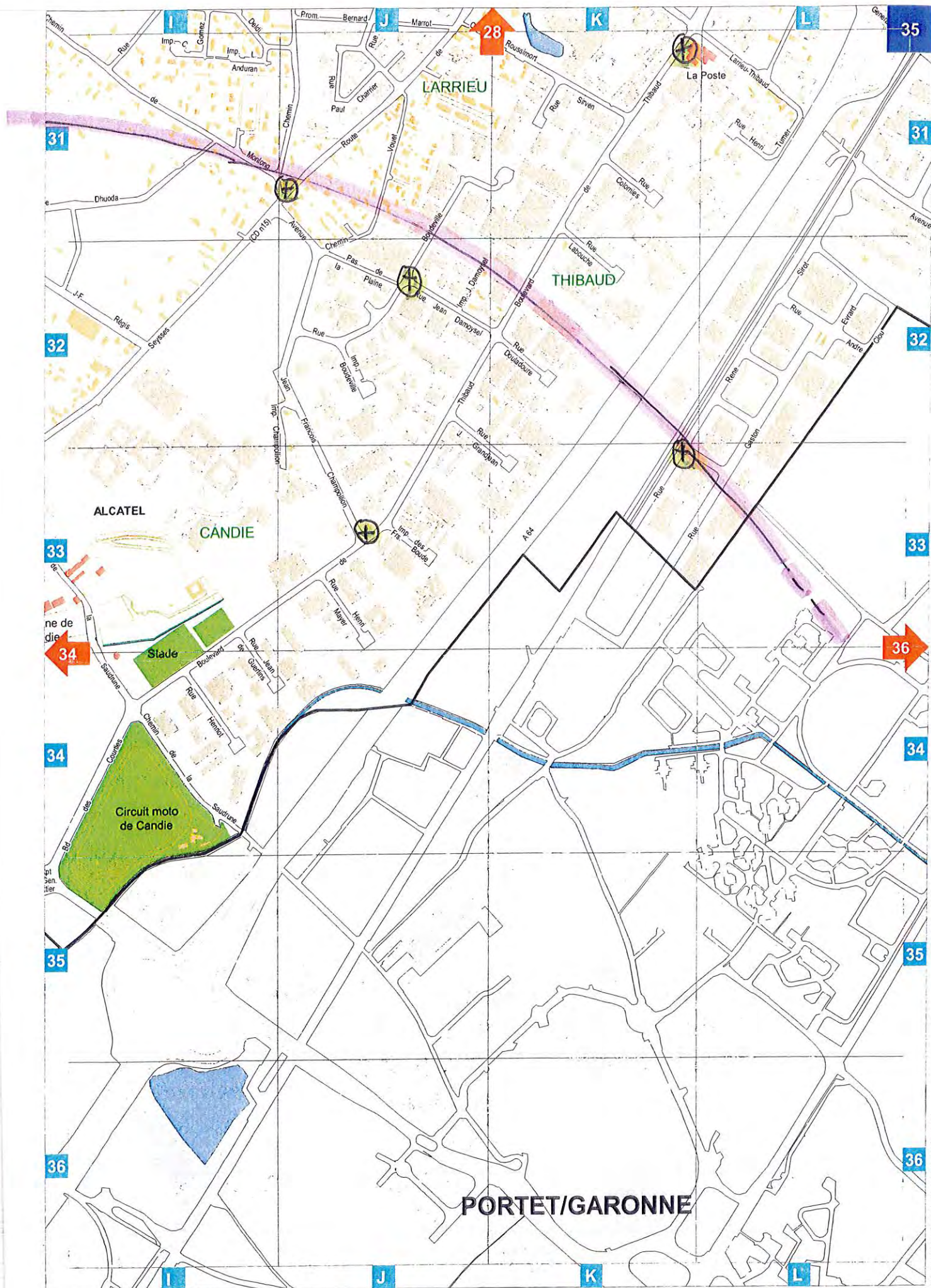


Figure 3 : Réjon d'infrastructure (source : géoportail)











## RAPPORT DE CONSTATATION

**OBJET:** Affichage de l'enquête publique d'ICPE Envie 2 E

REF : 47/2016

L'an deux mille seize, le premier décembre, nous soussignés BOREILLO Philippe, Brigadier de Police Municipale, dûment agréé et assermenté, agissant en uniforme et conformément aux ordres reçus, vu les articles L2212-2, L2212-5 du Code Général des Collectivités territoriales, articles : 21, 21-2, D15, 78-6, et 429 du Code de Procédure Pénale, articles L511-1 à L515-1 du Code de la Sécurité Intérieure.

### Avons l'honneur de rapporter les faits suivants:

Le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2016 à 15h00, sur demande du service Urbanisme, nous avons constaté que les Services Techniques Municipaux ont procédé à l'affichage public de l'enquête d'ICPE Envie 2 E, sur l'ensemble des points ci-dessous énumérés :

- 83 bd des Ecoles, devant l'Espace Pagnol,
- place de l'Esplanade,
- place de Provence,
- devant le gymnase Pierre de Coubertin, sis chemin du Roussimort,
- devant le gymnase Ostermeyer, sis 22 route de Portet,
- hall d'accueil de la Mairie, sis 4 rue de l'Hôtel de Ville.

Fin de la constatation le 1<sup>er</sup> décembre 2016 à 17h00.

Fait à Villeneuve-Tolosane, le 1<sup>er</sup> décembre 2016

Brigadier de Police Municipale  
Philippe BOREILLO



### DESTINATAIRES

Monsieur le Maire  
Service Urbanisme  
Archives du poste de Police Municipale

Mairie de Cugnaux  
Mairie de Ville - 5 place de l'Eglise  
31770 Cugnaux  
Tél. 05 62 20 76 20  
Fax 05 62 20 76 00  
[www.ville-cugnaux.fr](http://www.ville-cugnaux.fr)

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Alain CHALÉON, Maire de la Commune de CUGNAUX,

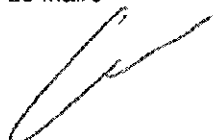
Certifie avoir fait procéder à compter du 8 novembre 2016, dans la commune, aux lieux et places accoutumés, à l'affichage de :

- L'Avis d'Enquête Publique relative à la demande de projet de la **Société Envie 2 E Midi-Pyrénées – (extension des ses activités, des installations de tri, transit regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques).**

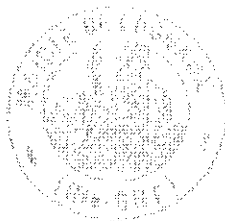
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

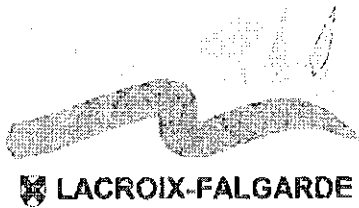
Fait en Mairie, le 9 novembre 2016

Le Maire



Alain CHALÉON





Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement, Eau et Forêt  
Unité Procédures Environnementales  
Cité Administrative -BP 70001  
2 boulevard Armand Duportal  
31074 TOULOUSE CEDEX

A l'attention de Françoise QUINIOU- REICHARD

**Objet** : Installation classée pour la protection de l'environnement : enquête publique

Je soussigné Michel CHALIE Maire certifie que l'avis d'enquête publique sur la demande présentée par la société ENVIE 2 E MIDI PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations classées à Portet sur Garonne, ZI du Bois Vert a été affiché en Mairie du 10 novembre 2016 au 28 décembre 2016 inclus, aux emplacements habituels.

**Le Maire**  
**Michel CHALIE**

*[Handwritten signature]*

	Attrib.	Info.	DDT		Attrib.	Info.
Q						
COLAN			- 2 JAN. 20 7			
CHURCH						
AMAL						
SG						
SRGC			N. Courrier :	ST		
			Réponse pour le :			





DDT de la Haute-Garonne  
Service Environnement, Eau et Forêt  
Unité des Procédures Environnementales  
Cité Administrative  
2 boulevard Armand Duportal - B.P. 70001  
31074 TOULOUSE Cedex 9

SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT  
Affaire suivie par Rémi SAINT-PAUL  
Tel. : 05.61.16.80.71

A l'attention de Mme Françoise QUINIOU

## ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné **Thierry SUAUD**, Maire de Portet-sur-Garonne,

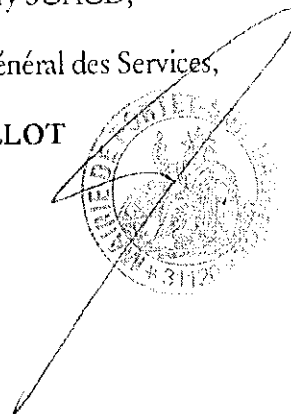
Atteste que l'avis d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES a été affiché à la vue du public du **14 novembre 2016** au **28 décembre 2016** inclus.

Fait pour valoir ce que de droit.

A Portet-sur-Garonne, le 28 décembre 2016

Le Maire, Thierry SUAUD,  
Par délégation,  
Le Directeur Général des Services,

**Matthieu VOLLOT**





# SARL EMERY

Plomberie • Chauffage  
Cuisine et Bain • Entretien et SAV  
Installateur Frisquet

8, rue de la Poste - 31120 PORTET/GARONNE  
☎ 05 61 76 44 46 - 06 85 97 34 53  
sarl.emery@gmail.com

**RESTAURANT**  
Cuisine traditionnelle  
05.62.20.96.55  
Email: cabanai@laposte.net  
http://lecabanai.com

**Formules**  
Café, vin, plat du jour  
à partir de 11.30€

**Formule**  
SALADE  
à partir de 11.50€

## Le CABANAI

Vous accueillez le MIDI du lundi au samedi  
Le SOIR du lundi au jeudi  
Repas de groupes à partir de 12 personnes sur réservation  
8, Chemin des Gentes - Centre Commercial Secondaire - 31120 Portet-sur-Garonne

Annexe 13

**ixina. La qualité, le prix.**

**PORTET SUR GARONNE**  
35, route d'Espagne  
31120 Portet sur Garonne  
Tél : 05.62.87.62.52

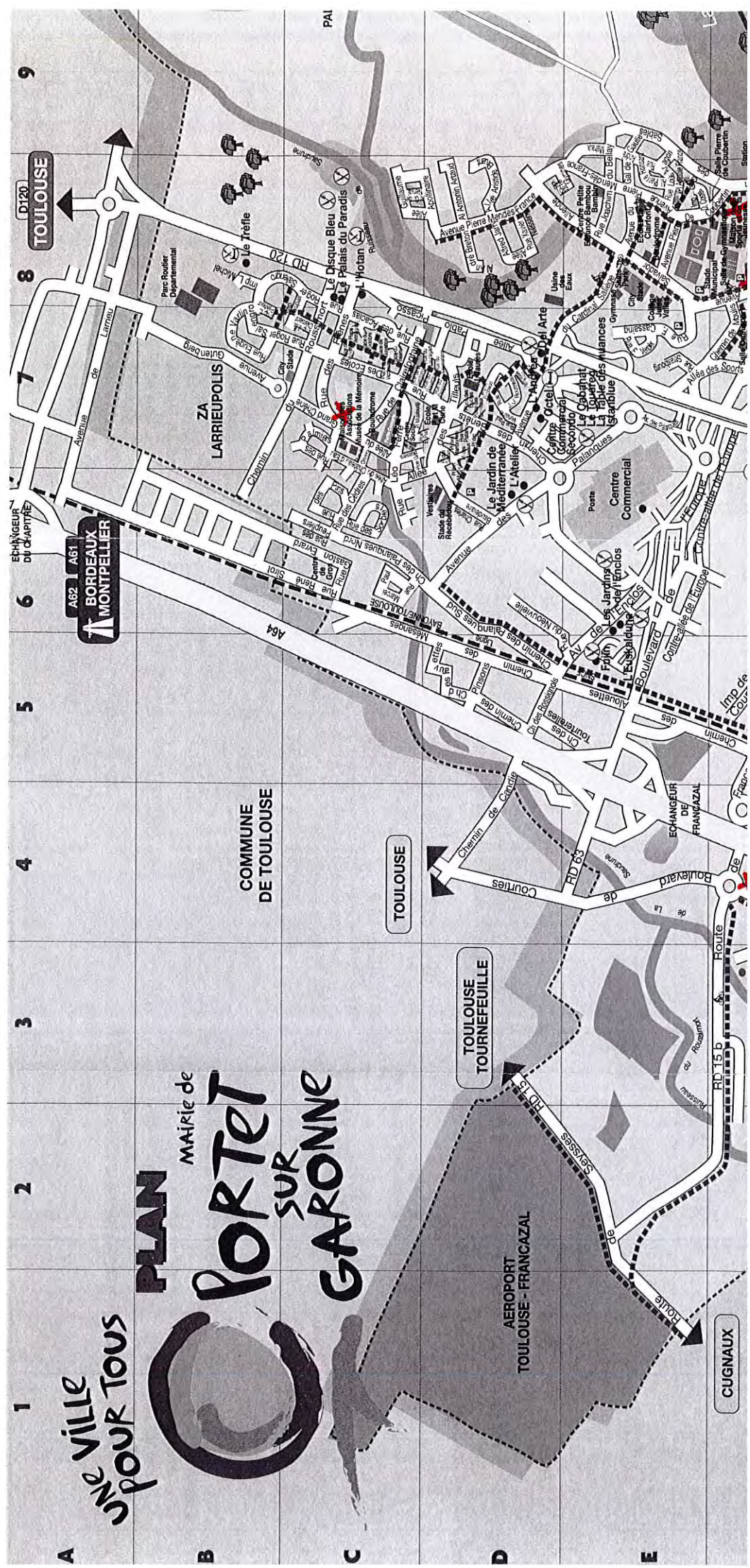
Sarl. JBC 31. Commerçant indépendant, franchise ixina. R.G.S. Toulouse B 419 555 875.

## ixina

La Cuisine Equipée

# PLAN MAIRIE de Portet sur GARONNE

une ville pour tous





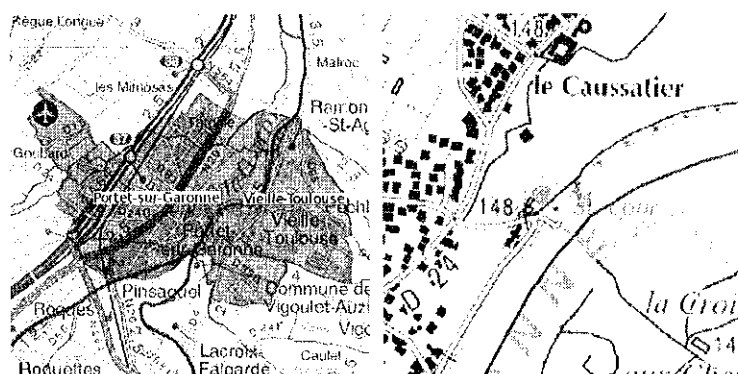




# Fiche système d'assainissement 2014

## PORTET SUR GARONNE

### Réseau de type Séparatif



A.E.A.G.

## 1 Station : PORTET SUR GARONNE

Code Sandre	0531433V001
Nom du maître d'ouvrage	S.I.V.O.M. DE LA SAUDRUNE
Nom de l'exploitant	-
Date de mise en service	01 juin 1962
Date de mise hors service	-
Niveau de traitement	Secondaire bio (Ntk)
Capacité	12 000 éq-hab.
Charge nominale DBO5	720 Kg/j
Charge nominale DCO	1 440 Kg/j
Charge nominale MES	840 Kg/j
Débit nominal temps sec	3 000 m3/j
Débit nominal temps pluie	-
Filières EAU	File 1 : Prétraitements, Boues activées faible charge, aération p
Filières BOUE	File 1 : Filtration à bande, Stockage boues liquides
Filières ODEUR	-
Coordonnées du point de re-jet (Lambert 93)	571 913, 6 271 029 - Coordonnées établies (précision du décimètre)
Milieu récepteur	Rivière : La Garonne

## 2 Chronologie des raccordements au réseau

### 2.1 Raccordements communaux

80% de Portet-sur-Garonne

100% de Vieille-Toulouse depuis janvier 2001

### 2.2 Raccordements des établissements industriels

SOCIETE TOULOUSAINNE TRAITEMENT TEXTILE depuis février 1995

ENVIE 2E midi pyrenes depuis septembre 2009

## 3 Observations SDDE 2014

### 3.1 Système de collecte

Le réseau comprend 13 postes de relevage.

Il subit moins d'intrusion d'eaux claires parasites depuis la réhabilitation de certains secteurs.

Les curages sont effectués ponctuellement en cas de colmatage. Les sous-produits sont évacués vers la station de Ginestous.

### 3.2 Station d'épuration

Cette station est sous télésurveillance.

Le carnet de bord est à jour.

Les infrastructures de la station sont vieillissantes

Les mesures d'autosurveillance sont effectuées 2 fois par mois par l'exploitant. Les échantillons sont analysés au laboratoire régional Sud Est de la SAUR à Nîmes.

### 3.3 Sous produits

L'extraction des boues vers le silo est asservie à une horloge. Les boues sont centrifugées (18% de siccité) et stockées dans une benne à l'extérieur de la station. Elles sont, ensuite, envoyées vers la plateforme de compostage de Montauty, dans le Tarn à Saint- Sulpice. (71.078 t de MS).

Les refus de dégrillage sont pris en charge par la C'OVED. Ils sont évacués par la filière de traitement des ordures ménagères (16.2 tonnes).

Les graisses sont envoyées sur la station de Ginestous, (40,32 m3) ainsi que les sables, (18.35 m3).

## 4 Données chiffrées

### 4.1 Tableau de synthèse

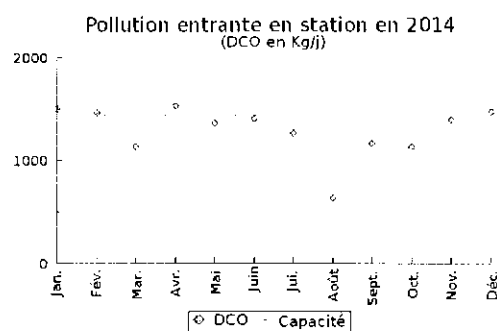
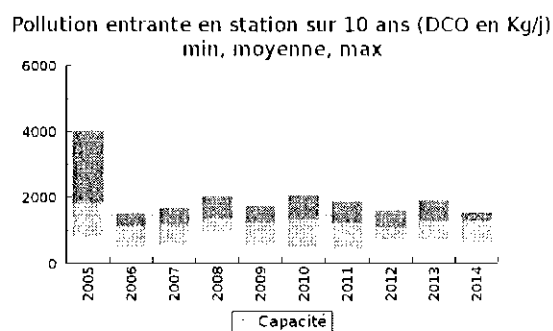
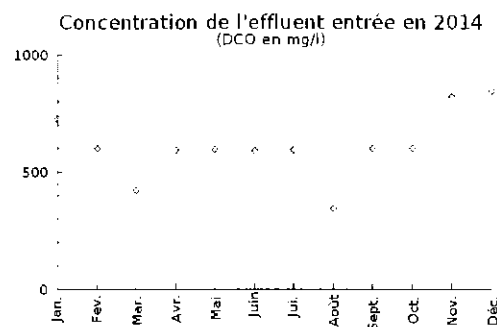
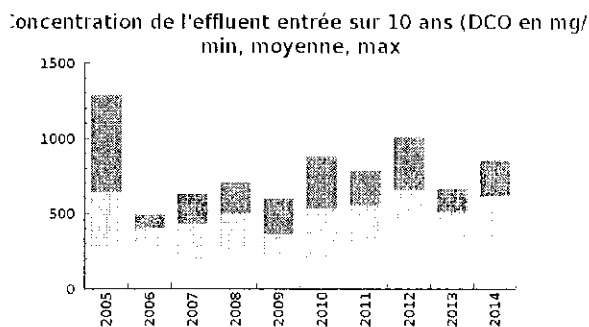
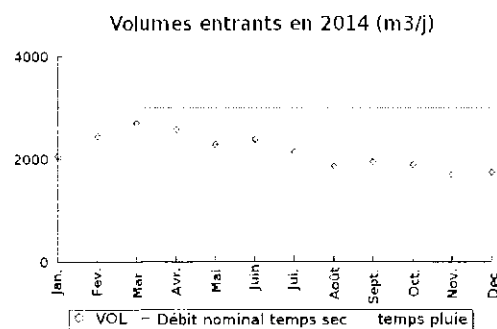
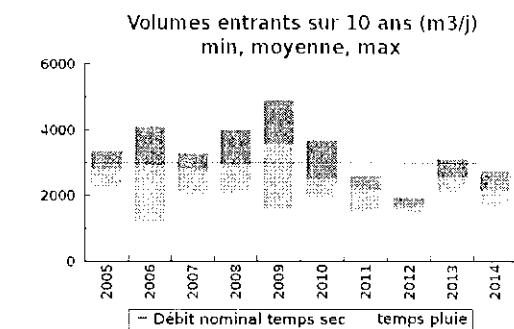
Année d'activité 2014 - Possibilité de déversement par temps de pluie

Paramètres	Pollution entrante			Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité	Concentration		Charge	Concentration
VOL	2 142 m3/j	71 %			2 149 m3/j	
DBO5	480 Kg/j	67 %	225 mg/l	97 %	12 Kg/j	6 mg/l
DCO	1 288 Kg/j	89 %	611 mg/l	94 %	82 Kg/j	39 mg/l
MES	700 Kg/j		328 mg/l	96 %	29 Kg/j	14 mg/l
NGL	115 Kg/j		54 mg/l	72 %	32 Kg/j	15 mg/l
NTK	108 Kg/j		51 mg/l	93 %	7 Kg/j	4 mg/l
PT	13 Kg/j		6 mg/l	66 %	4 Kg/j	2 mg/l

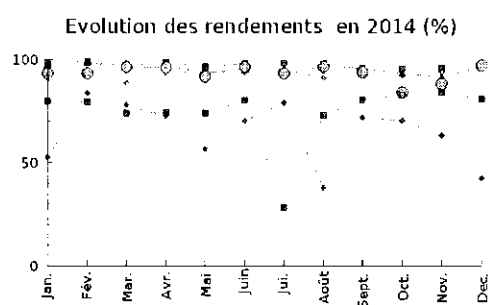
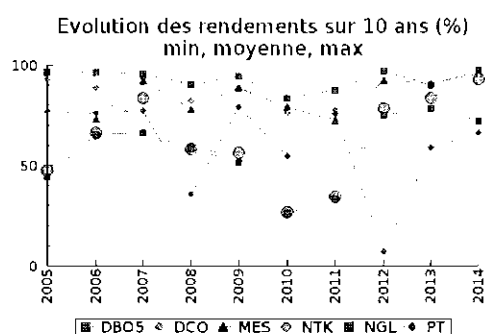
### 4.2 Indice de confiance

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
2/5	4/5	4/5	3/5	4/5	4/5	3/5	4/5	4/5	4/5

### 4.3 Pollution traitée

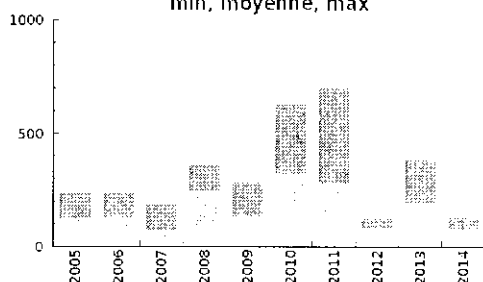


### 4.4 Pollution éliminée

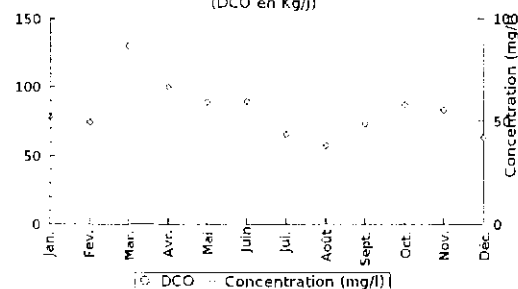


## 4.5 Pollution rejetée

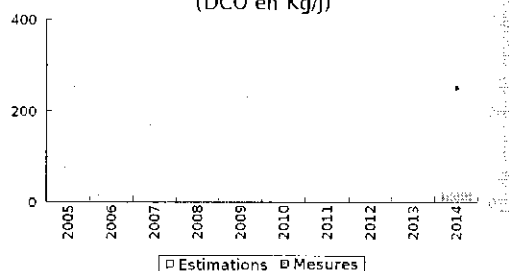
Pollution en sortie station sur 10 ans (DCO en Kg/j)  
min, moyenne, max



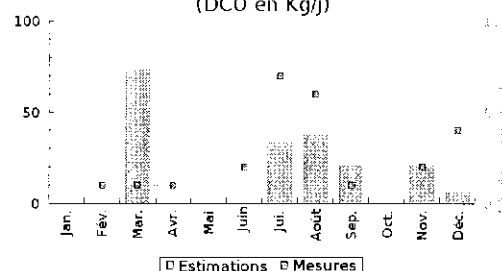
Pollution en sortie station en 2014  
(DCO en Kg/j)



Rejets directs moyens  
(DCO en Kg/j)

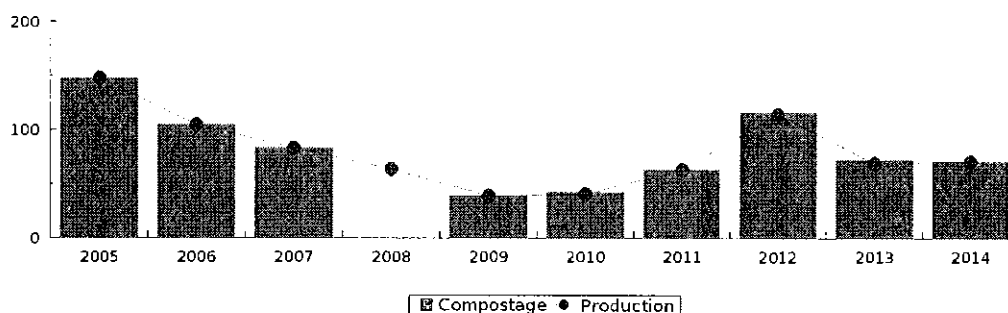


Rejets directs en 2014  
(DCO en Kg/j)



## 4.6 Production et destination des boues

Destination des boues sur 10 ans (tonne de matière sèche)



## 5 Problèmes rencontrés en 2014

### Problèmes liés...

...à la collecte des effluents	Non
...à l'atteinte des performances européennes	Non
...à l'autosurveillance	Non
...à l'exploitation des ouvrages	Non
...à la production des boues	Oui
...à la vétusté	Oui
...à la destination des sous-produits	Non

## 6 Accès aux données

Les données historiques sont disponibles en téléchargement depuis la thématique "Usages et pressions polluantes domestiques et urbaines" ou sous forme d'archive depuis le catalogue de données du SIE du Bassin Adour Garonne (<http://adour-garonne.eaufrance.fr>).

Accès à la fiche du Portail d'information sur l'assainissement communal : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/station.php?code=0531433V001>



Le 29 décembre 2016

Société ENVIE 2E – MIDI-PYRENEES

Monsieur le Directeur

16-21 avenue du Bois-Vert

31120 PORTET-SUR-GARONNE

Objet : Enquête publique – demande d'autorisation d'exploiter dans le cadre d'une extension des activités de l'entreprise ENVIE 2E MIDI-PYRENEES SAS à Portet sur Garonne

Procès-verbal de synthèse

Monsieur le Directeur,

Vous avez, en date du 8 février 2016, demandé l'obtention d'une autorisation d'exploiter pour la société ENVIE 2E, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet-sur-Garonne, ZI du Bois Vert.

Par arrêté en date du 07 novembre 2016, monsieur le Préfet de Haute-Garonne a ordonné cette enquête.

Préalablement, le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, par ordonnance en date du 12 septembre 2016, m'avait désigné afin de conduire l'enquête.

Cette enquête publique s'est déroulée du lundi 28 novembre 2016 au mercredi 28 décembre 2016, soit pendant 31 jours.

1 registre a été ouvert afin de recueillir les observations du public à la mairie de Portet-sur-Garonne.

Un dossier d'enquête a été mis à disposition du public dans les mairies de Portet-sur-Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane.

Le dossier présenté est un dossier de régularisation d'une activité existante fonctionnant comme décrite dans le dossier depuis déjà quelques années. Ces évolutions portent en particulier sur une augmentation des capacités de stockage et traitement et la mise en place d'une nouvelle activité de traitement des écrans plats.

Au cours des 4 permanences que j'ai tenues dans les locaux de la mairie de Portet-sur-Garonne, je n'ai pu que constater l'absence totale d'intérêt du public pour cette enquête, aucune visite n'ayant eu lieu et aucune observation n'ayant été formulée sur le registre d'enquête ni par quel qu'autre moyen.

J'ai par ailleurs effectué en votre compagnie une visite complète des installations de votre entreprise le vendredi 18 novembre après-midi. Vous avez eu, avec votre responsable qualité sécurité environnement madame Hélène PERISSE, tout le loisir de me présenter votre activité de traitement

des déchets d'équipements électriques et électroniques, de m'informer et répondre à l'intégralité de mes questions.

Par ailleurs et grâce à ma discussion avec votre conseiller en insertion professionnelle monsieur Kevin PERRIN, j'ai pu prendre la pleine mesure de la dimension sociale de votre entreprise, visant à aider les personnes éloignées de l'emploi par l'activité professionnelle et par la même occasion, mesurer la qualité de l'accompagnement de vos salariés en insertion afin de leur permettre de construire leur projet professionnel et personnel.

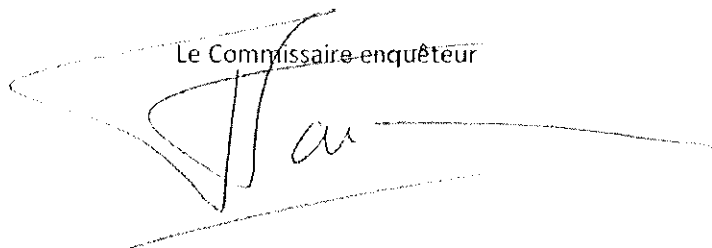
Le procès-verbal de clôture de l'enquête publique doit être l'occasion d'obtenir de la part du maître d'ouvrage des précisions pour répondre aux interrogations du public et compléter mon information afin de mieux apprécier les enjeux de la demande d'autorisation d'exploiter et définir l'avis à porter sur ce projet.

En l'occurrence, n'ayant eu à recueillir aucune observation du public et n'ayant par ailleurs pas moi-même de précision complémentaire à vous demander, je vous laisse juge de l'opportunité de porter à ma connaissance tout élément que vous estimeriez nécessaire et complémentaire à mon information.

Veuillez-agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

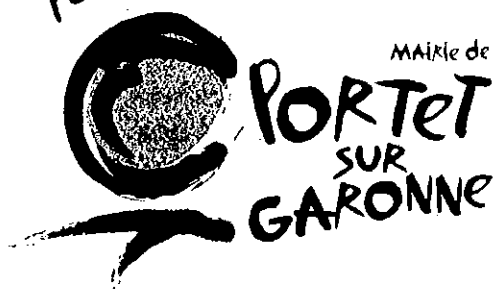
Remis au maître d'ouvrage le 03 janvier 2017

Le Commissaire-enquêteur

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. au', is written over the printed name 'Le Commissaire-enquêteur'.

Copie pour information : Madame Quiniou-Reichard – DDT 31

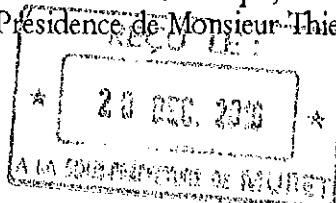
UNE VILLE  
POUR TOUS



Annexe 16  
EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 16 DECEMBRE 2016

Date de convocation : 9 décembre 2016  
Affichée le : 9 décembre 2016  
Conseillers municipaux en exercice : 29  
Votants 29  
24 Présents et 5 Procurations

L'an deux mille seize, le vendredi 16 décembre à dix-sept heures trente, le Conseil municipal de la Commune de PORTET-SUR-GARONNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des délibérations, sous la Présidence de Monsieur Thierry SUAUD, Maire en exercice.



Présents :

Madame Djamila ALFONSO, Monsieur Jérôme AUDISIO, Madame Marie-Line BENITO, Monsieur Yves BONAMICH, Monsieur Bernard BOURJADE, Monsieur Guy BOUZI, Monsieur Jean-Luc BRIS, Madame Martine CHOISNET, Monsieur Éric GAUTIER, Monsieur Bernard GROULT, Madame Mona LARDÉ, Madame Sabrina MOKHTARI, Monsieur Gérard MONTARIOL, Monsieur Gérard MONTAUT, Monsieur Dominique NITOUMBI, Madame Marie-France ORESTE, Madame Nadège PEYRARD, Madame Anaïs RODRIGUEZ, Madame Carole RODRIGUES, Madame Laetitia RUZZON, Monsieur Sadok SENOUSI, Madame Nathalie TAPIA, Monsieur Thierry VERGNE.

Excusés ayant donné procuration :

Madame Hélène CADORET procuration à Monsieur Eric GAUTIER, Monsieur Philippe DEDIEU procuration à Monsieur Guy BOUZI, Madame Sylviane LACAMPAGNE procuration à Monsieur Jean-Luc BRIS, Madame Baya SAKER procuration à Monsieur Gérard MONTAUT, Monsieur Jean-Claude VALADE procuration à Monsieur Gérard MONTARIOL.

Secrétaire de séance :

En application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Carole RODRIGUES a été désignée secrétaire de séance.

DELIBERATION n°2016/12/124  
« URBANISME & ENVIRONNEMENT »

OBJET : Installation classée – Envie 2E Midi-Pyrénées

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Luc BRIS

## **EXPOSE :**

L'entreprise ENVIE 2E MIDI-PYRENEES, implantée avenue du Bois Vert à Portet-sur-Garonne, exploite depuis 2009 une activité de collecte et de traitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

Cette activité constitue une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au sens du Code de l'environnement. Elle est située en zone UEi du Plan Local d'Urbanisme dont le règlement est compatible avec un tel projet.

La DREAL demande à la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter compte-tenu des évolutions de l'activité du site.

Ces évolutions portent principalement sur les points suivants :

- Augmentation des volumes maximaux de stockage et des quantités traitées de DEEE ;
- Mise en place d'une nouvelle filière (traitement des écrans plats) ;
- Déclaration d'un nouveau sous-traitant pour l'installation du broyeur et de la chaîne de tri ;
- Modification des horaires de travail des agents (travail en 2 x 8 et en 3 x 8 en période estivale).

La société emploie sur site de 90 à 100 personnes (selon la période), et fonctionne 24h/24 du lundi au vendredi. L'ouverture du site aux transporteurs extérieurs est limitée de 8h à 18h.

Le volume maximal de stockage des DEEE entrants est de 4 180 m³ ; celui des DEEE démantelés est de 2 235 m³. Ces matériaux sont stockés selon leur nature soit directement au sol soit dans des bennes, caisses, box étanches, fûts et autres bouteilles.

Une étude d'impact a permis de révéler des enjeux majeurs en termes de préservation de la qualité des eaux, des milieux naturels protégés et de la qualité de l'air. Ces éléments, déjà pris en compte, ont amené la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES à prendre des mesures compensatoires permettant de maîtriser les effets de l'activité.

Une étude de dangers a permis d'évaluer et de prévoir les situations à risque. Cinq scénarios accidentels ont été retenus, correspondant à un risque d'incendie sur différentes zones de stockage des DEEE. Quatre des cinq scénarios ne sont pas susceptibles de générer des effets à l'extérieur du site. Seul le scénario portant sur le risque – Incendie de la zone de stockage des écrans plats et palettes bois du bâtiment « écrans » – est susceptible de générer un effet thermique sur quelques mètres en dehors de la propriété, pour atteindre un terrain en friche non aménagé et non fréquenté appartenant à la société ASF / Vinci Autoroutes. La gravité de ce scénario est qualifiée de « modérée ». Conformément à la réglementation, des moyens d'intervention sont mis en œuvre à l'intérieur et à l'extérieur du site pour faire face à l'ensemble des risques d'incendie.

Le dossier est actuellement soumis à enquête publique (du 28 novembre au 28 décembre 2016). Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un AVIS FAVORABLE au nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir en délibérer et de se prononcer sur ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

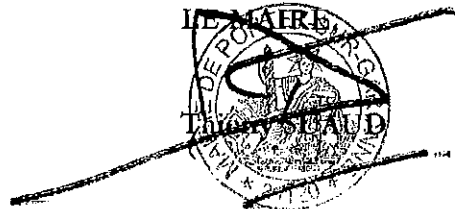
**DECIDE :**

**D'émettre** un avis favorable au nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES.

**D'habiliter** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

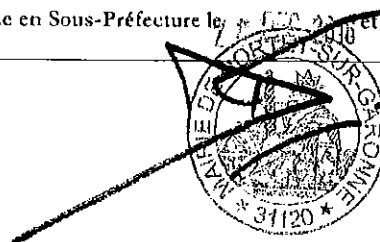
**D'informer** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

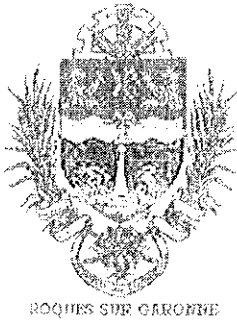
Fait et délibéré en Mairie de Portet-sur-Garonne, les jour, mois, et an susdits.  
Pour extrait conforme



Le Maire,

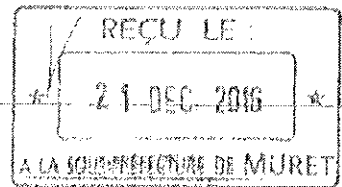
Certifie exécutoire la présente délibération qui a été reçue en Sous-Préfecture le 17/12/2016 et publiée le





REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MURET

## COMMUNE DE ROQUES-SUR-GARONNE



### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 décembre 2016

**DELIBERATION 14 URBA ENV : Installation classée pour la protection de l'environnement - Consultation du public - Demande d'autorisation présentée par société ENVIE 2 E en vue d'augmenter sa capacité de traitement de déchets pour ses installations de PORTET, ZI du Bois Vert.**

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué le **8 décembre 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. le Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

Absents : 8

**Présents** : M. ARBEY, M. BOUGUEMARI, Mme BOUISSOU, M. CHATONNAY, M. EYNARD, M. FEDERICI, M. GOZLAN, Mme GUEGUEN, Mme HUBERT, Mme LENOBLE, M. LERY, M. MABIRE, M. MICHON, Mme MONFRAIX, M. PERROUD, M. PEYROUTOU, Mme ROUQUIE, M. TISSOT, M. VIDAUX

**Absents** : Mme BAZIN, M. BERNARD, Mme LAVALADE, M. MOLINIER, Mme MORAND-CHAULIAC, M. PASQUET, Mme NOURI, Mme ROINEAU,

**Pouvoirs donnés** :

Mme HUBERT par M. PASQUET  
Mme ROUQUIE par Mme MORAND-CHAULIAC  
M. CHATONNAY par Mme BAZIN  
Mme BOUISSOU par Mme ROINEAU  
M. EYNARD par M. BERNARD  
M. FEDERICI par Mme LAVALADE  
M. MICHON par M. MOLINIER

**Secrétaire de séance** : Mme BOUISSOU

**DELIBERATION 14 URBA ENV : Installation classée pour la protection de l'environnement -  
Consultation du public - Demande d'autorisation présentée par société ENVIE 2 E en vue d'augmenter sa  
capacité de traitement de déchets pour ses installations de PORTET, ZI du Bois Vert.**

Vu l'arrêté préfectoral portant ouverture d'une consultation du public du 28 novembre 2016 au 28 décembre 2016 inclus sur la demande présentée par la Sté ENVIE 2 MIDI PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter sa capacité de traitements de déchets,

Vu le dossier déposé par le pétitionnaire ;

- Considérant que l'installation est visée par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 3510, 3550, 2790-2, 2711-1, 2791-1, 2792-1-c, de la nomenclature des installations classées ;

- Considérant que l'installation est soumise à autorisation préfectorale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Considérant l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 29 septembre 2016,

- Considérant l'avis de la commission municipale d'urbanisme et de l'environnement sur ce dossier qui émet un avis favorable,

- Considérant que dans le cadre de la procédure réglementaire et conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette affaire et à faire connaître son avis ;

Après avoir pris connaissance des éléments du dossier,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

■ Emet un **avis favorable** à la demande de la Sté ENVIE 2 E MIDI PYRENEES en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter sa capacité de traitement de déchets sur ses installations de PORTET, ZI du Bois Vert.

Pour : 26

Contre :

Abstention :

**Le 16 décembre 2016**

**Le Maire,**

**C. CHATONNAY**



Acte rendu exécutoire après dépôt en S/Préfecture de Muret le :  
Publication ou notification le :

Commune de

**Villeneuve-Tolosane**

Haute-Garonne

Date de convocation le :  
8 décembre 2016EFFECTIF LEGAL : 29  
NOMBRE DE CONSEILLERS:  
EN EXERCICE : 29  
PRESENTS : 23  
VOTANTS : 28Reçu en préfecture le :  
16 décembre 2016Compte rendu de séance affiché le :  
16 décembre 2016

AP/SG

Objet : URBANISME

**AVIS SUR LA DEMANDE  
D'AUTORISATION D'EXPLOITER AU  
TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT PRESENTEE PAR  
LA SOCIETE ENVIE 2E MIDI-PYRENEES  
A PORTET-SUR-GARONNE**

Rapporteur :

Mme Christine Jacquet, adjointe au  
Maire, déléguée à l'urbanismeCertifié exécutoire  
Reçu en Préfecture le

16 DEC. 2016

Formalités de publicité  
effectuées le

16

Pour copie certifiée conforme à l'original.

A Villeneuve-Tolosane, le

Le Maire,



N°2016-121

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 14 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize le quatorze décembre à dix-neuf heures le Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-Tolosane dûment convoqué s'est réuni dans la Salle du Conseil Municipal en session ordinaire sous la présidence de M. Dominique COQUART, Maire.

Etaient présents : Mmes et MM COQUART, PAPIER, MANENS, BENOIT-LUTMAN, ANGLADE, CAZES, JACQUET, BONNES, GRACIET, DAUVERT, SALLOT DES NOYERS, BERGES, REYNAUD, GAJOLA, DAHAN, ROLLIN, GOURDON, PARRO, BENGOUA, CHAUVEL, DIAZ, GUILLAUMONT, BANCHERIT.

Absents : M. VAILLANT, M. LAPORTE, M. TEIXEIRA, M. VAQUIER, Mme SIMIONI, M. PETIT.

Procurations :

- Par M. VAILLANT à Mme PAPIER,
- Par M. LAPORTE à Mme BERGES,
- Par M. VAQUIER à Mme BENOIT-LUTMAN,
- Par Mme SIMIONI à M. REYNAUD,
- Par M. PETIT à M. CHAUVEL.

Secrétaire de séance : Mme ANGLADE.

\*\*\*

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article R.512-20,

Vu l'arrêté préfectoral n°134 en date du 7 novembre 2016 portant ouverture d'enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES,

Vu le dossier d'enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES,

Vu la demande d'avis adressée par la Direction Départementale des Territoires et reçue en mairie le 7 novembre 2016,

Après avoir entendu le rapport de Madame Jacquet et en avoir dûment délibéré,

Décide, à l'unanimité, d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement présentée par la société ENVIE 2E MIDI-PYRENEES.

Pour extrait conforme.

Fait à Villeneuve-Tolosane, le 15 décembre 2016

Le Maire





Haute-Garonne  
Arrondissement de Muret

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

## COMMUNE DE ROQUETTES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 2016

Délibération n°2016-5-10

**OBJET :** Avis sur une demande d'autorisation d'exploiter au titre d'une Installation Classée de Protection de l'Environnement (ICPE) sur la commune de Portet-sur-Garonne.

**Nombre de conseillers en exercice : 27.**

**Nombre de présents : 20.**

**Nombre de votants : 27.**

L'an deux mille seize, le vingt-neuf novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en Mairie sous la présidence de M le Maire, Michel PEREZ.

**ÉTAIENT PRÉSENTS (20) :**

Michel PEREZ, Daniel VIRAZEL, Huguette PUGLIA, Jean-Louis GARCIA, Christine GAUBERT, Claude LAMARQUE, Thérèse LULIÉ-TUQUET, Josiane BALARD, Annie VIEU, Ali MALKI, Laurence JOIGNEAUX, David SAUTREAU, Edeam SOUISSI, Laurence GUERRE, Guillaume GRANIER, Mélanie RICAUD, Liliane GALY, Hubert SAINT-CLIVIER, Jacky ROZMUS, Marc FAURÉ.

**ÉTAIENT ABSENTS AVEC PROCURATION (7) :**

Albert SCHAEGIS à Michel PEREZ, Régine ROUXEL-POUX à Claude LAMARQUE, Floréal SARRALDE à Edeam SOUISSI, Thierry PARIS à Guillaume GRANIER, Magali WALKOWICZ à Daniel VIRAZEL, Christine PASCAL à Hubert SAINT-CLIVIER, Elisabeth DUPONT à Jacky ROZMUS.

**ÉTAIENT ABSENTS SANS PROCURATION (0) : /.**

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mélanie RICAUD.

*Date de convocation du Conseil Municipal : 22 novembre 2016.*

*Date d'affichage de la convocation : 22 novembre 2016.*

*Date d'envoi au contrôle de légalité : 2 décembre 2016.*

*Date d'affichage du compte-rendu de la présente délibération : 2 décembre 2016.*

Avis sur une demande d'autorisation d'exploiter au titre d'une Installation Classée de Protection de l'Environnement (ICPE) sur la commune de Portet-sur-Garonne.

*Vu le courrier du Préfet reçu le 14 novembre (annexé à la présente délibération, avec l'avis de l'Etat, l'avis d'enquête publique et l'arrêté d'enquête publique), qui nous informe que l'entreprise ENVIE 2E MIDI-PYRENES a demandé l'autorisation d'extension de ses activités actuelles sur le site de la ZI du Bois Vert à Portet-sur-Garonne, pour des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.*

*Dans le cadre de la procédure des ICPE, une enquête publique est organisée du 28 novembre au 28 décembre (un exemplaire du dossier d'enquête publique sera laissé à l'accueil), et le Conseil Municipal de Roquettes doit donner son avis en application de l'article R512-20 du Code de l'Environnement.*

*Vu l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat qui a conclu que « ce dossier peut être considéré comme suffisamment développé pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité de la demande d'autorisation au regard de l'environnement du site d'implantation de l'établissement », et considérant que cette installation déjà existante se situe en aval de la commune de Roquettes, qui en outre n'est pas riveraine de cette installation.*

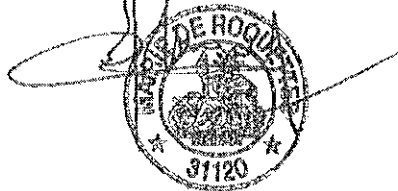
Après commentaires, débats et délibération, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des suffrages exprimés :

Le Conseil Municipal de Roquettes donne un avis favorable à l'extension de ses activités actuelles sur le site de la ZI du Bois Vert à Portet-sur-Garonne de l'entreprise ENVIE 2E MIDI-PYRENES, pour des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an inscrits en début de délibération.

Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Michel PEREZ.



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*



**Plan de Prévention des Risques Technologiques**  
**Linde France à Portet-sur-Garonne (31)**  
**Projet de plan de zonage réglementaire**

Décembre 2014

**Légende**

- Périmètre d'exposition aux risques
- Zone d'interdiction stricte : R
- Zone d'autorisation sous conditions : B
- Zone d'autorisation sous conditions : b
- Zone de recommandations : v
- Zone grisée : G - Entreprise source
- Parcelle cadastrale
- BAU

0 25 50  
Mètres



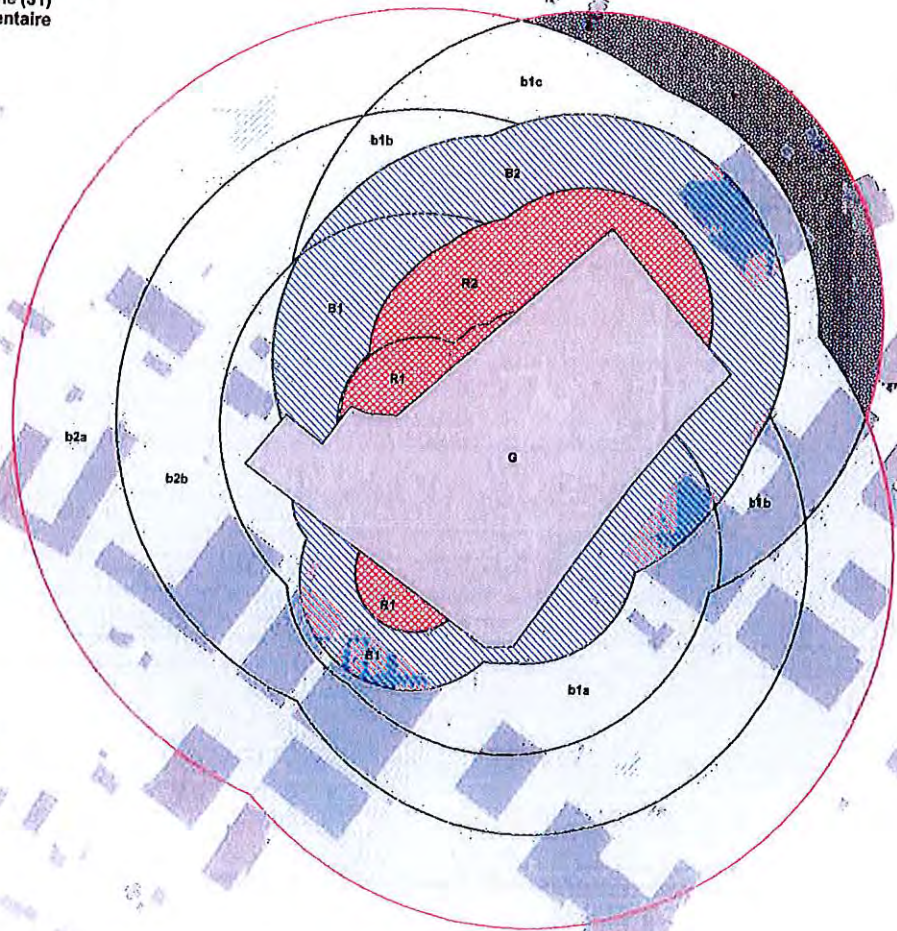
Le 10 JAN 2015

2015

*Mailhos*

Pascal MAILHOS

DREAL Midi-Pyrénées données SRTEI





## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

PREFECTURE  
SERVICE DU PILOTAGE ET DE LA MUTUALISATION  
INTERMINISTÉRIELS  
POLE AMENAGEMENT DURABLE

**Arrêté portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour  
de la société « Linde France » sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne,  
en Haute-Garonne**

Le préfet de la région Midi-Pyrénées,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L.230-1 et L. 300-2 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 521-1 à L. 521-8 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2013-619 du 16 juillet 2013 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 1<sup>er</sup> avril 2015, 3 février 2014, 29 août 2005, 20 septembre 2002 et 3 mars 1997 autorisant la société Linde France à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2010 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Linde France à Portet-sur-Garonne ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 juillet 2011, 24 janvier 2013 et 7 juillet 2014 portant prorogation de l'arrêté du 29 janvier 2010 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques

technologiques de l'établissement Linde France sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2013 portant création de la commission de suivi de site (CSS) Linde France à Portet-sur-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2014 prescrivant une enquête publique du 7 janvier au 11 février 2015 sur le projet de plan de prévention des risques technologiques sur la commune de Portet-sur-Garonne, autour de l'établissement exploité par la société Linde France ;

Vu la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

Vu la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 novembre 2012 relative à la mise en application du décret n°2012-189 du 7 février 2012 relative aux commissions de suivi de site ;

Vu le bilan de la concertation et de l'association ;

Vu les avis émis par les personnes et organismes associés consultés du 9 septembre au 9 novembre 2014 préalablement au lancement de l'enquête publique ;

Vu l'avis favorable de la commission de suivi de site Linde France en date du 13 octobre 2014 sur le projet de PPRT ;

Vu le rapport établi par le commissaire-enquêteur et ses conclusions favorables au projet, reçu en sous-préfecture de Muret le 5 mars 2015 ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées et de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne en date du 22 mai 2015 ;

Vu les pièces du dossier comprenant la note de présentation, le document graphique, le règlement, le cahier des recommandations, le bilan de la concertation et de l'association et les avis émis par les personnes et organismes associés conformément aux articles R. 515-41 et R. 515-44 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement exploité par la société Linde France à Portet-sur-Garonne est visé dans la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers complétée de l'établissement Linde France à Portet-sur-Garonne et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le plan de prévention des risques technologiques résultent d'un processus d'analyse, d'échange, d'association et de concertation ;

Considérant que les mesures définies dans le plan de prévention des risques technologiques permettent de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux identifiés dans les études de dangers susvisées ;

Considérant que les documents du Plan de prévention des risques technologiques de la société LINDE FRANCE (note de présentation, règlement, recommandations et document graphique) ont été complétés lorsque nécessaire afin de tenir compte notamment des remarques émises lors de la consultation des personnes et organismes associés, de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que la commune de Villeneuve-Tolosane, concernée par le périmètre d'étude, n'est plus concernée par le périmètre d'exposition aux risques suite à la démarche de réduction du risque à la source menée par la société Linde France depuis 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Linde France est approuvé sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne.

**Art. 2** - Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Portet-sur-Garonne dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, par le biais d'un arrêté de mise à jour de son document d'urbanisme.

**Art. 3** - Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le plan de prévention des risques technologiques, devront être mises en œuvre dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté ou dans les délais prévus par le règlement du PPRT.

**Art. 4** - Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- un document graphique faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnés au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
  - l'instauration du droit de préemption ;
  - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un cahier de recommandations tendant à renforcer la protection des populations, formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la sous-préfecture de Muret ainsi qu'en mairie de Portet-sur-Garonne et au siège de la communauté d'agglomération du muretain, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

**Art. 5** - Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2010 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des

risques technologiques autour de l'établissement exploité sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne par la société Linde France.

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne et affiché pendant un mois :

- à la sous-préfecture de Muret ;
- en mairie de Portet-sur-Garonne ;
- au siège de la communauté d'agglomération du muretain.

Un avis concernant l'approbation de ce plan de prévention des risques technologiques sera inséré, par les soins du préfet, en caractères apparents dans deux journaux locaux habilités à insérer des annonces légales dans le département de la Haute-Garonne.

**Art. 6** - Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Garonne ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

**Art. 7** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le sous-préfet de Muret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Midi-Pyrénées, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le maire de Portet-sur-Garonne et le président de la communauté d'agglomération du muretain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **4 JUIN 2015**



Pascal MAILHOS